



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

Arrêté du **13 FEV. 2023**

**portant mise en demeure à la société Sablière HERMANN Frères  
de mettre en conformité ses installations avec certaines des prescriptions  
de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 pour son site de carrière de Cernay (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-1;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 portant autorisation d'exploiter à la société Sablière HERMANN Frères pour sa carrière de sable et gravier (renouvellement et extension) à Cernay ;

VU la visite d'inspection du site effectuée le 26 octobre 2022 ;

VU le rapport du 28 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à cette visite ;

Considérant que le plan d'exploitation n'a pas été mis à jour depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé ;

Considérant que l'absence d'un plan d'exploitation répondant aux exigences de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, ne permet pas à l'inspection des installations classées de statuer sur le respect des conditions d'exploitation de la carrière définies notamment aux articles 8.3.3 et 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé dont notamment la profondeur maximale de défruiement à la cote 285 mNGF, le respect des pentes des talus et le remblayage du plan d'eau Ouest ;

Considérant que l'article 4.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, dispose que « *Aucun nouveau forage de captage d'eau n'est autorisé sur le site, sauf information préalable du préfet et accord de réalisation* » et qu'il a été constaté le 26 octobre 2022 par l'inspection des installations classées que la société Sablière HERMANN Frères a réalisé et

exploite un puits de prélèvement d'eau en nappe pour le lavage des matériaux extraits sans information préalable du préfet ;

Considérant que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé, impose, après la réalisation des travaux d'un forage relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, de transmettre au préfet un rapport de fin des travaux, qu'il a été constaté que ce rapport n'a pas été communiqué ;

Considérant que l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, dispose que « *Les équipements de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.* » et qu'il a été constaté le 26 octobre 2022 par l'inspection des installations classées que cette vérification annuelle n'a pas été réalisée par l'exploitant depuis 2018 ;

Considérant que l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, prévoit la réalisation d'une analyse annuelle des rejets en sortie de la canalisation de rejet des eaux de lavage de matériaux par un bureau/laboratoire compétent ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 26 octobre 2022, l'absence d'analyse des rejets aqueux des eaux de lavage de matériaux par un laboratoire compétent et ce depuis 2019, ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 26 octobre 2022, que l'opération de remblaiement autorisée sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 du ban communal de Cernay (68) est terminée, que cette opération a nécessité l'apport en 2021 de 1 200 m<sup>3</sup> de matériaux extérieurs d'après le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 22/07/2022 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 26 octobre 2022, que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier du volume de 1 200 m<sup>3</sup> de matériaux extérieurs utilisé pour le remblaiement en l'absence de registre et de bordereau de suivi ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 5.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé qui stipulent « *Les apports extérieurs de ces terres sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination,*

*L'exploitant tient un registre de suivi de l'apport des matériaux extérieurs, sur lequel, pour chaque apport, sont portées a minima les informations suivantes :*

- *la date d'entrée/admission sur le site,*
- *la provenance de ces matériaux (lieu et auteur du chantier),*
- *le nom du transporteur, et le moyen de transport utilisé,*
- *la quantité de matériaux,*
- *les caractéristiques des matériaux. » ;*

Considérant que l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, dispose que « *A minima 6 mois avant les 1eres opérations d'apport de matériaux extérieurs sur le site, l'exploitant transmet au préfet, pour avis, une étude hydraulique réalisée par un bureau d'étude compétent en ce domaine, avec une proposition d'implantation d'ouvrages dans le souci de constituer le réseau de surveillance imposé ci-dessus,* » et qu'il a été constaté le 26 octobre 2022, que l'exploitant n'avait pas fait réaliser d'étude hydraulique alors que les opérations d'apport de matériaux extérieurs pour les opérations de remblaiement sont terminées ;

Considérant que l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, impose à l'exploitant, après avis du préfet, de réaliser le réseau de surveillance afin de pouvoir surveiller

l'absence d'impact, sur la qualité des eaux souterraines, de l'opération de remblaiement autorisée sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 du ban communal de Cernay (68); et qu'il a été constaté le 26 octobre 2022, que l'exploitant n'avait pas fait réaliser ce réseau de surveillance alors que les opérations de remblaiement sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 sont terminées ;

Considérant que l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, impose à l'exploitant de réaliser la surveillance des eaux souterraines à une fréquence adaptée (semestrielle ou annuelle) en fonction des paramètres, et qu'il a été constaté le 26 octobre 2022, que l'exploitant ne réalise pas cette surveillance, les ouvrages permettant de la réaliser n'ayant pas été exécutés ;

Considérant que l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, dispose que « [...] *La qualité des matériaux extérieurs apportés sur le site doit être contrôlée. Un échantillon est prélevé trimestriellement, par un bureau ou laboratoire agréé, sur les matériaux de terrassement apportés sur le site et mis en dépôt transitoire. Les paramètres suivants sont recherchés : As, Ba, Cd, Cu, Cr, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice phénols, COT sur éluat, Fraction soluble, COT total, BTEX, PCB, Hydrocarbures, HAP* » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 26 octobre 2022, que l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle de la qualité des matériaux extérieurs apportés, que ces matériaux ont été utilisés pour le remblaiement du plan d'eau Ouest situé sur les parcelles n° 71 à 77 – section 63 du ban communal de Cernay (68) ;

Considérant que pour vérifier que les matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement sont inertes et qu'ils ne contiennent pas de polluants en quantité supérieure aux valeurs limites définies à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, qu'ils ne représentent pas un danger pour la santé, la salubrité publique et la nature, il convient de réaliser des sondages au droit de la zone remblayée jusqu'à la profondeur maximale autorisée d'extraction, soit la cote 285 mNGF, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, et de les faire analyser conformément à l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé en veillant à ce que les analyses soient représentatives de chacune des strates présentes dans chacun des sondages ;

Considérant que l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, dispose que « *Les matériaux extérieurs utilisés pour l'opération de remblaiement de la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63, une fois qu'elles ont été mises « hors d'eau » jusque la cote 288,50 mNGF par des galets provenant de l'extraction des parcelles 59 et 100 - section 63, seront exclusivement des terres de terrassement inertes non polluées [...]* », et qu'il a été constaté le 26 octobre 2022, que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier le respect de cette prescription ;

Considérant tout ce qui précède, il convient d'effectuer un plan de coupe de chacun des sondages identifiant les différentes strates de matériaux, leur nature, leur cotation en altimétrie, ainsi qu'un plan coté précisant le positionnement de chacun des sondages ;

Considérant que les non-conformités susmentionnées et constatées par l'inspection des installations classées lors de la visite du 26/10/2022 peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dont notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages et l'utilisation économe des sols naturels ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation

des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société Sablière HERMANN Frères, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 132 avenue Charles de Gaulle – 68700 CERNAY, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 4.1.3.1, 8.5.1, 8.5.2, 7.5.2, 9.2.3 et 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé, pour sa carrière située à la même adresse.

### **Article 2 : plan d'exploitation**

**Dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions des articles 8.5.1 et 8.5.2, de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :

#### **Article 8.5.1 – Contenu**

*« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés :*

- les dates des levés*
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,*
- les divers sommets dont il est fait état à l'article 1.2.2 du présent arrêté,*
- les bords de la fouille,*
- les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,*
- les installations de traitement des matériaux, les installations annexes, les diverses infrastructures (les accès, la fosse septique),*
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,*
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,*
- l'emplacement exact du bornage,*
- les zones dangereuses repérées en application de l'article 8.2.1 et identifiées comme telles sur le plan,*
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,*
- l'étendue des zones décapées,*
- les emplacements des stockages transitoires de :*
  - matériaux extraits du site à traiter,*
  - matériaux extraits du site traités,*
  - terres de découverte du site,*
  - les galets extraits des parties de parcelles 59 et 100 – section 63,*
  - déchets inertes (matériaux extérieurs au site et utilisés pour le remblaiement partiel de la carrière),*
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,*

- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remblayées et celles remises en état,
- les aménagements spécifiques de développement de la biodiversité tels qu'ils sont définis à l'article 1.11.1 de l'autorisation d'exploiter en vigueur, au plan des aménagements et au plan de remise en état final,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »

#### Article 8.5.2 – Mise à jour

« Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 8.5.1, avant le 31 juillet de chaque année. »

#### Article 3 : déclaration forage de captage d'eau

**Dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 4.1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :

« Aucun nouveau forage de captage d'eau n'est autorisé sur le site, sauf information préalable du préfet et accord de réalisation.

[...]»

#### Article 4 : vérification des moyens incendie

**Dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :

« [...]»

Les équipements de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

[...]»

#### Article 5 : surveillance des rejets aqueux

**Dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :

« Article 9.2.3 Auto surveillance des rejets aqueux

Article 9.2.3.1 - Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les mesures portent sur le rejet suivant, en référence aux articles 4.3.1 et 4.3.5 : Sortie de la canalisation de rejet des eaux de lavage de matériaux :

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
pH	[...], - puis Annuelle	/
température		/
MEST		NFT 90-105
DCO		NFT 90-101
Hydrocarbures		NFT 90-114

L'échantillon à analyser est prélevé dans les règles de l'art par un bureau/laboratoire compétent. Les analyses sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

#### Article 9.2.3.2 - Auto surveillance des effets sur l'environnement

"La mesure porte sur la qualité des eaux du plan d'eau Nord présent sur les parcelles 69 et 70 - section 63 :

- un échantillon d'eau sera prélevé dans le plan d'eau Nord ; [...] ; il est prélevé dans les règles de l'art par un bureau/laboratoire compétent,
  - les analyses sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur,
  - les paramètres à analyser sont ceux définis à l'article 9.3.2.1 ci-dessus,
  - la fréquence de contrôle est :
    - [...],
    - puis Annuelle.
- [...].»

#### Article 6 : étude hydraulique

**Dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :

« A – Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté superficiel	Profondeur de l'ouvrage
À communiquer	Amont hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77 - section 63	superficiel	À préciser
A communiquer	Aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77 - section 63	superficiel	À préciser

[...], l'exploitant transmet au préfet, [...], une étude hydraulique réalisée par un bureau d'étude compétent en ce domaine, avec une proposition d'implantation d'ouvrages dans le souci de constituer le réseau de surveillance imposé ci-dessus.  
[...] »

#### Article 7 : réalisation du réseau de surveillance des eaux souterraines

**Dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé, l'exploitant réalise le réseau de surveillance des eaux souterraines et transmet les justificatifs adéquats au préfet :

« A – Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté superficiel	Profondeur de l'ouvrage
À communiquer	Amont hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77 - section 63	superficiel	À préciser
A communiquer	Aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77 - section 63	superficiel	À préciser

[...]

[...], l'exploitant fera réaliser le réseau de surveillance défini-dessus afin de pouvoir surveiller l'absence d'impact, sur la qualité des eaux souterraines, de l'opération de remblaiement autorisée sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 :

- la création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.1.3.1 du présent arrêté,
  - les ouvrages de surveillance sont inscrits à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM,
  - [...] après la réalisation des puits de contrôle, l'exploitant transmet au préfet un rapport d'implantation finale des puits de contrôle avec plan d'implantation, coupe et les indices BSS des ouvrages.
- [...] »

#### **Article 8 : surveillance des eaux souterraines**

**Dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :

##### **« B - programme de surveillance**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N° BSS de l'ouvrage : puits amont hydraulique et puits aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63

Fréquence des analyses : Semestrielle en période de hautes eaux (mai/juin) et basses eaux (novembre) [...]

Nom des paramètres : Température, Ph, Couleur, conductivité, As, Ba; Cd, Cu, Cr, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Mn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice phénols, COT total, Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène, PCB, Hydrocarbures totaux, Indice hydrocarbures, somme 6 HAP, nitrates, micro-organismes revivifiables 22°, micro-organismes revivifiables 36°, Entéocoques, Spores, Colliformes totaux  
[...]

Au moins une fois par an (alternativement en période de « hautes eaux » et en période de « basses eaux ») le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec la localisation des piézomètres. »

#### **Article 9 : Mesure conservatoire - réalisation sondages**

**Dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise 20 sondages afin de caractériser les matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement des parcelles n° 71 à 77 – section 63 du ban communal de Cernay (68). Les sondages sont réalisés jusqu'à la profondeur de 285 mNGF et effectués aux emplacements précisés dans le plan annexé au présent arrêté.

#### **Article 10 : Mesure conservatoire – analyse des sondages**

**Dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait analyser par un laboratoire agréé chacune des strates de matériau contenue dans chacun des sondages (sondages visés à l'article 9 du présent arrêté) et ce conformément aux prescriptions de l'article 9.2.5 et de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé et repris ci-après. Le résultat de ces analyses est transmis au préfet.

Article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013

« [...] ;

La qualité des matériaux extérieurs apportés sur le site doit être contrôlée. Un échantillon est prélevé [...], par un bureau ou laboratoire agréé, [...].

Les paramètres suivants sont recherchés :

As	Chlorures
Ba	Fluorures
Cd	Sulfates
Cu	Indice phénols
Cr	COT sur éluat
Hg	Fraction soluble
Mo	COT total
Ni	BTEX
Pb	PCB
Sb	Hydrocarbures
Se	HAP
Zn	/

»

Annexe 3 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013

« Critères d'acceptation des terres de terrassement utilisées comme matériaux de remblais

<b>PARAMÈTRE</b>	<b>VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche</b>
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure	10
Sulfate (1)	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4 000



(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

»

#### **Article 11 : Mesure conservatoire – coupe des sondages**

Un plan de coupe de chacun des sondages, réalisés en application de l'article 9 du présent arrêté, identifiant les différentes strates de matériaux, leur nature et leur cotation en altimétrie est communiqué au préfet, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, accompagné d'un plan coté précisant leur positionnement.

#### **Article 12 : Mesure conservatoire – estimation volume des matériaux extérieurs utilisés en remblai**

**Dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait évaluer par un géomètre expert le volume des matériaux extérieurs utilisés en remblai au niveau des parcelles n° 71 à 77 – section 63 du ban communal de Cernay (68), il s'appuiera sur les résultats des sondages prescrits à l'article 9 du présent arrêté. L'exploitant transmettra l'étude du géomètre expert au préfet.

**Article 13 :** En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 14 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des

installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 13 FEV. 2023

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT

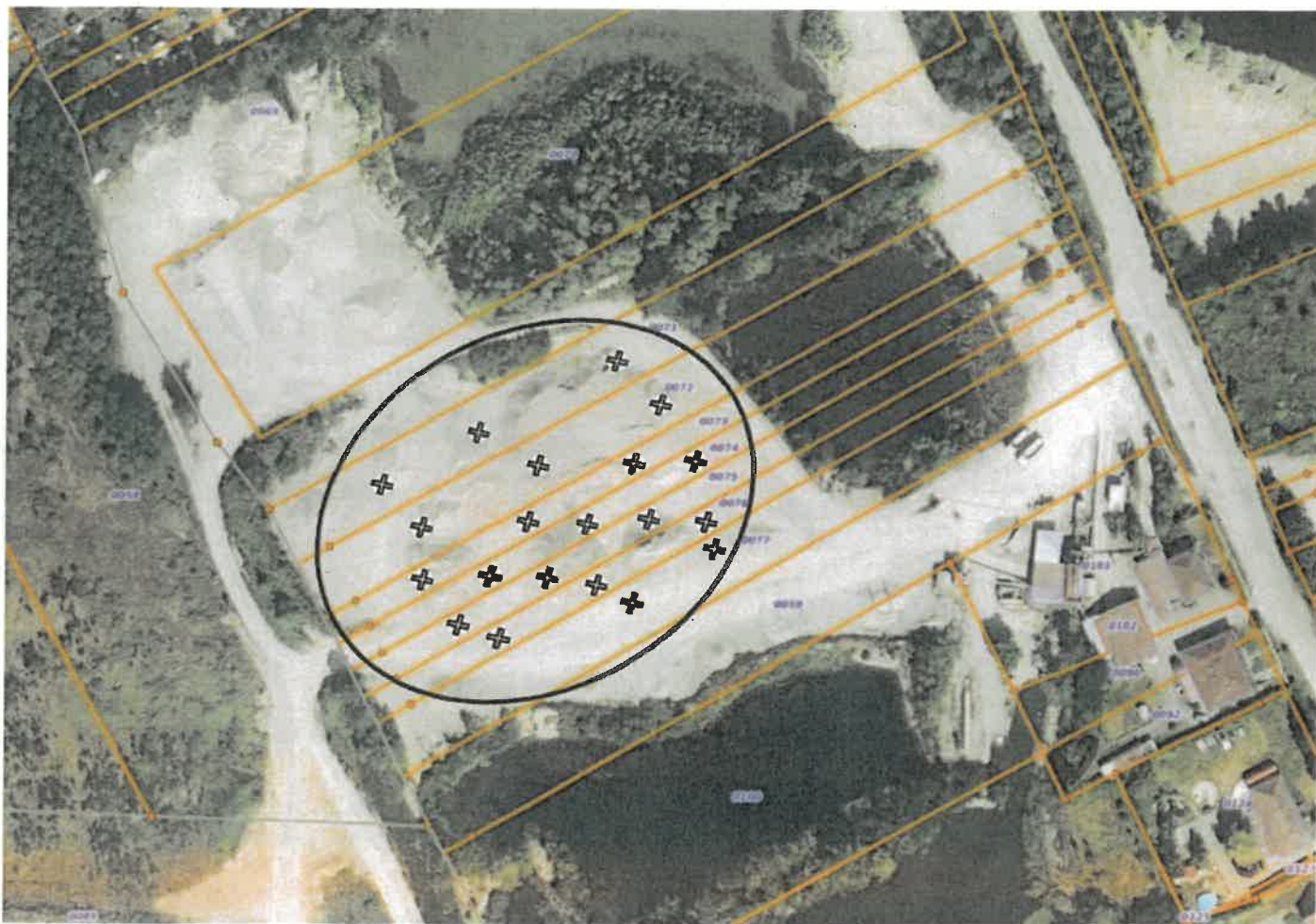
Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

## ANNEXE

Arrêté du 13 FEV. 2023

portant mise en demeure à la société Sablière HERMANN Frères de mettre en conformité ses installations avec certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013, pour son site de carrière de CERNAY



○ schéma emplacement de l'ancien plan d'eau Ouest remblayé

X : emplacement des sondages à réaliser en appliquant les consignes suivantes :

- pour la partie Ouest des parcelles n° 71 à 76 de la section 63, réaliser 3 sondages par parcelle, centrés au milieu de cette dernière et espacés au minimum de 30 mètres les uns des autres
- pour la parcelle n°77 de la section 63, réaliser 2 sondages espacés de 25 m

